



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°35 – 4 au 8 septembre 2023

Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : La croissance atteint 0,6% au deuxième trimestre (StatsSA)
- **Angola** : Bras de fer entre les pétroliers et la Banque centrale (expansao.co.ao)
- **Botswana** : Le FMI publie sa revue article IV (FMI)

Zoom sur le point de la présidence sur l'avancée des réformes structurelles pour le second trimestre (gov.za)

Le dimanche 27 août, la présidence sud-africaine a publié un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des réformes structurelles, en particulier dans le cadre de l'opération Vulindlela (OV) – initiative lancée en octobre 2020, conjointement avec le National Treasury dont l'objectif principal est de résoudre la crise de l'électricité et d'améliorer la gestion des infrastructures.

On peut souligner l'accélération des mesures pour réduire le déficit énergétique. En effet, le processus de dégroupage de l'électricien public, Eskom, semble en bonne voie avec la soumission au Parlement du projet de loi sur la réglementation de l'électricité, qui était en consultation publique depuis février 2022 ; et l'adoption par le régulateur Nersa de l'une des trois licences requises pour la création de l'entité dans le cadre du dégroupage d'Eskom – les licences de distribution et d'import/export sont toujours en attente. A cela s'ajoute, le closing financier de 1 009 MW de capacités du Bid Window 5 (BW 5) dans le cadre du programme Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme (REIPPPP). En parallèle, Eskom a communiqué une augmentation du facteur de disponibilité énergétique de 10 points de pourcentage entre décembre 2022 et le second semestre 2023.

Pour le secteur des télécommunications, il est important de relever la mise en place de toutes les réformes ciblées par OV avec la mise à l'arrêt complet des services de radiodiffusion analogique au-dessus de 694 MHz depuis le 31 juillet, ce qui permet de libérer des fréquences en faveur des opérateurs de téléphonie mobile. La finalisation de cette transition de la radiodiffusion analogique vers le numérique est prévu pour décembre 2024.

Toutefois, la privatisation du secteur des transports demeure encore particulièrement lente, malgré la perte équivalent à 5,3 % du PIB par ce secteur en 2022.

A noter que plusieurs mesures, sur les treize réformes en cours de réalisation, sont attendues au cours du troisième trimestre. Sont notamment attendus : la publication de la feuille de route pour les frets logistiques, l'annonce du candidat retenu suite à l'appel d'offres pour la conception et la gestion du système d'octroi de licences d'exploitation minière, ainsi que le lancement d'appels d'offres pour une capacité totale de production de 8 GW (5 GW d'énergies renouvelables dans le cadre du Bid Window 7 et 3 GW gaz), accompagnée d'une capacité de stockage de 1,2 GW.

Sommaire :

Afrique du Sud :

- La croissance atteint 0,6% au deuxième trimestre (StatsSA)
- Un déficit budgétaire historique pousse le ministère des Finances à annoncer des restrictions budgétaires (National Treasury)
- Les délestages électriques atteignent le niveau 6 en raison de travaux de maintenances et de pannes non planifiées (Eskom)
- Stellantis va déployer son réseau de distribution de pièces détachées en Afrique du Sud (Engineeringnews)
- Le FMI exprime son inquiétude sur la hausse de la dette sud-africaine (conférence biannuelle de la SARB)
- L'indice de confiance BER repart à la hausse (BER)
- EDF Renewables et Engie annoncent la signature d'accord sur les projets hybrides Umoyilanga Energy et Oya Energy (gov.za)
- Vodacom signe le tout premier contrat d'approvisionnement en énergies renouvelables par Virtual Wheeling (Vodacom)

Angola :

- Bras de fer entre les pétroliers et la Banque centrale (expansao.co.ao)

Botswana :

- Le FMI publie sa revue article IV (FMI)

Malawi :

- La Banque centrale publie sa revue trimestrielle (Reserve bank of Malawi)

Mozambique :

- Le gouvernement publie son rapport sur les risques budgétaires (Ministère des Finances)

Zambie :

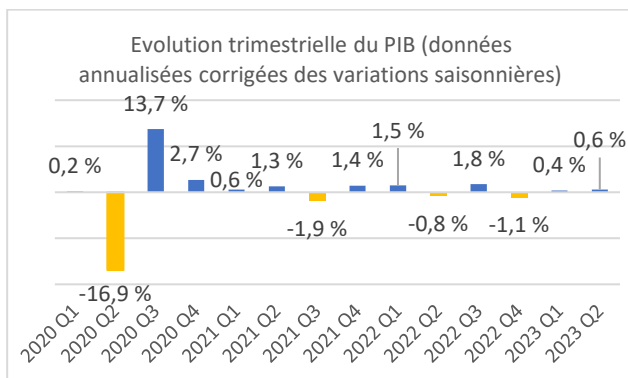
- L'inflation atteint son niveau le plus haut en seize mois (Zamstats)

Zimbabwe :

- La Banque centrale communique sur une baisse de l'inflation (Reserve Bank of Zimbabwe)

Afrique du Sud

La croissance atteint 0,6% au deuxième trimestre (*StatsSA*)



Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), le PIB a augmenté de 0,6% au deuxième trimestre de l'année 2023 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une progression de 0,4% au trimestre précédent. Il est ainsi supérieur de 1,6% à son niveau de l'année précédente, et de 0,9% à son niveau de la fin de l'année 2022. L'ampleur de la hausse a dépassé les anticipations des observateurs (dont le consensus avoisinait 0,1% sur le trimestre et 0,3% pour l'ensemble de l'année 2023). Six secteurs sur dix ont connu une hausse de leur activité au cours du trimestre, en particulier les activités manufacturières (+2,2%, soit une contribution positive de 0,3 point à la croissance) et les services financiers (+0,7%, soit +0,2 point). La performance du secteur manufacturier, portée par les produits pétroliers et chimiques, a notamment bénéficié de la baisse importante des délestages électriques au cours du mois de juin. A noter le rebond du secteur agricole (+4,2%, soit +0,1 point), porté par des conditions météorologiques favorables après deux trimestres consécutifs de contraction. A l'inverse, le secteur des transports (-1,9%, soit -0,2 point) s'est contracté sous l'effet d'une diminution des activités routières. On peut également noter le regain des investissements (+3,9%), notamment concernant les machines et équipements utilisés pour équiper les infrastructures de production électrique. Les

bonnes performances du trimestre laissent augurer une révision à la hausse des estimations de croissance des institutions financières : à titre d'exemple, les prévisions pour 2023 de la RMB viennent d'être réhaussées à +0,7% (contre +0,2% le mois dernier).

Un déficit budgétaire historique pousse le ministère des Finances à annoncer des restrictions budgétaires (*National Treasury*)

Selon les données du Trésor sud-africain (*National Treasury*) le déficit budgétaire mensuel a atteint 143,8 Mds ZAR au mois de juillet, son plus haut niveau depuis 2004, contre un excédent de 36,7 Mds ZAR au mois précédent. Cette performance, qui illustre les difficultés budgétaires du gouvernement dans un contexte de forte hausse des dépenses, intervient un mois avant la publication du budget de mi-parcours d'octobre. Celui-ci devrait voir l'introduction d'une nouvelle série de mesures pour combler le déficit, après une première série de mesures devant entrer en vigueur à partir de 15 septembre. Lors de la conférence biannuelle de la Banque centrale, le 1^{er} septembre, un représentant du Trésor sud-africain, Edgar Sishi, a pointé la nécessité de mener une politique d'austérité. Le lendemain, le président de la République, Cyril Ramaphosa, en pré-campagne électorale, a toutefois adouci ce message, déclarant qu'il n'y aurait pas de coupes budgétaires généralisées et que les « secteurs clé » seraient préservés.

Les délestages électriques atteignent le niveau 6 en raison de travaux de maintenances et de pannes non planifiées (*Eskom*)

Le lundi 4 septembre, Eskom a activé le niveau 6 de délestage au niveau national (sur une échelle de 1 à 8). Cette mesure est notamment due à la maintenance planifiée d'environ 6 GW, alors que le pic de demande prévu est de 28 303 MW, contre une capacité réelle disponible de 25 060 MW. Cette augmentation conjoncturelle des arrêts pour maintenance fait suite à une période hivernale de forte demande, où les arrêts pour

travaux d'entretien des installations avaient été limitées à 2 500 MW.

Parmi ces maintenances planifiées, trois centrales électriques toutes situées dans la province du Mpumalanga, et deux groupes électrogènes de la centrale de Kendal ont été temporairement arrêtés. Des retards dans la remise en service des unités de production, d'Hendrina et de Tutuka (Mpumalanga), ainsi que l'augmentation des pannes non planifiées ont exacerbé la pression sur les approvisionnements du réseau électrique, entraînant une mise hors service non planifiée de 16 210 MW de capacités de production. Par ailleurs, Bheki Nxumalo, directeur de la production d'Eskom, a annoncé que la remise en service des trois unités de la centrale Kusile dans le Mpumalanga, 24000 MW combinée soit deux niveaux de délestage en moins, était prévu pour mois prochain. Pour rappel, en octobre 2022, ces trois unités ont été mises hors service en raison de dommages sur les conduits de gaz des unités 1, 2 et 3, les rendant inutilisables.

De plus, le ministre de l'Électricité, M. Ramakgopa, a annoncé être en discussion avec le ministère des Ressources minérales et de l'Énergie (DMRE) en vue de soumettre prochainement, pour consultation publique, la révision de la stratégie nationale *Integrated Resources Plan*, qui était initialement prévue pour le mois de juillet.

Stellantis va déployer son réseau de distribution de pièces détachées en Afrique du Sud (Engineeringnews)

Le constructeur automobile franco-italo-américain Stellantis, issu de la fusion PSA et Fiat Chrysler (FCA), a annoncé le lancement de sa filiale Eurorepar, spécialisé dans la distribution de pièces détachées automobiles, sur le marché sud-africain. Cette annonce est intervenue lors du salon Automechanikale, qui s'est tenu à Johannesburg du 5 au 7 septembre. Fondée en 2004 par PSA, cette filiale dispose de 17 000 références de pièces multimarques, dont de nombreux produits français. Pour rappel, début mars 2023, le groupe a signé un accord avec les autorités sud-africaines (Industrial Development

Corporation – IDC et le Department of Trade, Industry and Competition – DTIC) prévoyant l'installation d'une unité de production dans le pays d'ici à fin 2025.

Le FMI exprime son inquiétude sur la hausse de la dette sud-africaine (conférence biannuelle de la SARB)

Vendredi 1er septembre, à l'occasion de la conférence biannuelle de la Banque centrale sud-africaine (SARB), Gita Gopinath, directrice générale adjointe du FMI, a exprimé les inquiétudes de l'institution internationale vis-à-vis de la hausse de la dette sud-africaine. Celle-ci pourrait entraîner un triplement du service de la dette à horizon cinq ans. Elle atteindrait alors 27% du PIB en 2028. Le risque de surendettement du pays resterait toutefois modéré, couvert par la solidité des marchés financiers, la longue durée des maturités des bons du trésor et la politique monétaire rigoureuse menée par la Banque centrale. Mme Gopinath encourage le pays à stabiliser le niveau de dette, via deux approches complémentaires : (i) des réformes structurelles pour stimuler la croissance et (ii) une consolidation fiscale via un meilleur ciblage des dépenses et une réduction de la masse salariale de la fonction publique. Selon elle, les multiplicateurs fiscaux (soit les effets des politiques budgétaires et fiscales sur la production totale) sont actuellement négatifs : les dépenses de l'état ayant un effet contreproductif sur la croissance, une consolidation fiscale permettrait en conséquence de stimuler la production. Elle a enfin rappelé l'importance de résoudre les problèmes locaux sud-africains, au premier chef desquels la crise énergétique, les contraintes logistiques et la corruption.

L'indice de confiance BER repart à la hausse (BER)

L'indice de confiance des consommateurs développé par la banque *FirstNational* et le *Bureau of Economic Research* (BER), compris entre -100 et +100, a atteint -16 au deuxième trimestre 2023, après -25 au trimestre précédent.

L'indice rebondit donc après avoir atteint un point bas inédit depuis 1994 au trimestre précédent, à l'exception de la période de mise en place d'un confinement strict dans le contexte de la pandémie de Covid-19 (troisième trimestre 2020, -33). Le rebond résulte notamment de la baisse de l'inflation (+4,7% en juillet, contre 7% au premier trimestre), de la hausse du nombre d'emplois (+154 000 emplois) ainsi que de la baisse prononcée des délestages électriques au mois de juin, moment où le sondage a été réalisé. Pour rappel, l'indice est en territoire négatif depuis le deuxième trimestre 2019. S'il reste particulièrement dégradé, ses trois sous-indicateurs progressent et la perception des perspectives économiques s'améliore significativement. D'après le sondage, i) plus de 60% des consommateurs (contre 70% au T2) s'attendent à une dégradation de la croissance économique dans les douze mois ; ii) 63% (contre 70%) considèrent que la période actuelle est peu propice à l'acquisition de biens durables (véhicules, équipements électriques, électroménagers, mobilier, etc.); et iii) plus de 50% de la population (inchangé) anticipe une baisse de ses revenus dans les mois à venir. Il semble que les consommateurs s'inquiètent davantage des perspectives de l'économie nationale que de celles de leurs finances domestiques.

EDF Renewables et Engie annoncent la signature d'accord sur les projets hybrides Umoyilanga Energy et Oya Energy (gov.za)

Mercredi 30 août, dans le cadre du programme d'urgence (*Risk Mitigation Independent Power Producer Procurement Programme - RMIPPPP*), les producteurs d'électricité français EDF Renewables et Engie ont signé un accord de vente d'électricité et de mise en œuvre de leurs projets d'électricité hybrides respectifs Umoyilanga Energy (75 MW) et Oya Energy Hybrid Facility (128 MW) avec le ministère des ressources minières et de l'énergie (DMRE) et Eskom. EDF a obtenu en 2021 le projet Umoyilanga en partenariat avec le fonds d'investissement sud-africain Perpetua afin d'installer une capacité de 75 MW de production

pilotable d'électricité. Ce projet sera divisé en deux parties : 77MW de capacité de production provenant d'éoliennes sera situé dans la province de l'Eastern Cape et 138 MW d'énergie solaire dans la province du Northern Cape, les deux sites seront équipés d'un système de stockage par batterie d'une capacité totale de 75 MW.

En 2021, suite à la décision d'EDF Renewables de se retirer, Engie a acquis 35% de la participation du projet « Oya », situé dans la province du Western Cape, qui sera développé avec les entreprises sud-africaines spécialisées dans les énergies renouvelables, G7 Renewable Energy et Meadows Energy ainsi que le fonds d'investissement Perpetua. Ce projet est composé de 86,4MW de capacité éolienne, 155 MW de capacité photovoltaïque accompagnées de 94 MWh de stockage par batterie, pour une capacité de production pilotable d'électricité de 128 MW.

A noter que le closing financier de ces deux projets est attendu pour la fin de l'année rejoignant ainsi les trois projets d'une capacité totale de 150 MW développés par la société norvégienne Scatec. Cela porte le nombre total de projets ayant signé des accords dans le cadre du RMIPPPP à cinq sur les onze sélectionnés pour une capacité de production pilotable de 353MW.

Vodacom signe le tout premier contrat d'approvisionnement en énergies renouvelables par Virtual Wheeling (Vodacom)

Suite à un programme pilote-conduit l'an dernier, l'opérateur téléphonique sud-africain Vodacom a annoncé, ce mercredi 30 août, la signature du premier accord de transfert virtuel (*virtual wheeling*) avec l'entreprise publique d'électricité Eskom. Le transfert virtuel simplifie l'achat d'électricité auprès de producteurs d'électricité indépendants en utilisant une plateforme numérique pour le transport d'énergie. Les acheteurs d'électricité intégrés aux réseaux d'Eskom peuvent acheter de l'électricité produites par les IPP via un négociant tiers agréé par le régulateur national Nersa qui a conclu un contrat d'achat avec un ou plusieurs IPP.

Contrairement aux accords bilatéraux de transferts traditionnels (un producteur pour un acheteur), ces nouveaux contrats, plus court entre négociant et acheteur, sont une première étape dans la création d'un marché électrique fluide et numérisé. A noter que le coût de production des énergies renouvelable 62 ZAR/kWh pour l'éolien et le solaire est bien inférieur au coût de production d'énergie fossile (1,10 ZAR/kWh pour le charbon et 1,18 ZAR/kWh pour le gaz). Ainsi le transfert virtuel entraînant une augmentation de l'offre et de la demande contribuerait à réduire durablement les tarifs d'électricité provenant d'énergies renouvelables. Vodacom avait initialement développé cette plateforme pour répondre à ses propres besoins. En effet, le caractère individuel du contrat traditionnel ne permettait pas de transporter l'électricité à tous les sites de l'opérateur étant donné l'ampleur de son réseau téléphonique couvrant 168 municipalités. De plus, cet accord s'inscrit dans la stratégie de décarbonation de l'entreprise, qui vise à atteindre un mix électrique composé à 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2025, tout en réduisant l'impact de la crise énergétique sur les coûts de production. En effet, Vodacom a investi plus de 4 Mds ZAR (195 M EUR) depuis 2020 dans des solutions d'alimentation de secours, soit 10% de son CAPEX.

Angola

Bras de fer entre les pétroliers et la Banque centrale (expansao.co.ao)

Par directive 7/2023 du 26 juin 2023, la banque centrale d'Angola (BNA) a interdit aux compagnies pétrolières de négocier directement la vente de devises avec les banques commerciales, les obligeant à utiliser la plateforme de change Bloomberg. Les compagnies pétrolières, alléguant un problème de conformité, se refusent à utiliser la plateforme, obligeant la BNA à acheter les

devises directement auprès d'elles pour les repasser aux banques commerciales. La BNA en profiterait pour ne quasiment plus altérer le taux de change depuis l'entrée en vigueur de la directive le 1^{er} août (USDAOA 824,8 à 825 le 06/09), ce qui revient de facto à réinstaurer un régime de change fixe. Dorénavant le risque d'une nouvelle dévalorisation du kwanza se fait sentir. Dès qu'une solution sera apportée aux questions de conformité, le dollar pourrait passer la barre des 1000 AOA, selon une source d'une salle de marchés.

Botswana

Le FMI publie sa revue article IV (FMI)

Le 31 août, le FMI a publié le rapport de sa mission d'analyse annuelle, dit rapport « Article IV ». Selon l'institution monétaire, la croissance aurait ralenti à 5,8% en 2022 après un rebond exceptionnel en 2021 (+12%). Le Botswana est resté sur une dynamique de rattrapage post-covid, son secteur minier bénéficiant notamment à plein des effets de la guerre en Ukraine (hausse des cours et report de la demande de diamants auparavant adressée à la Russie). Dans ce contexte, l'inflation a largement diminué depuis le mois d'août 2022, chutant à 1,5% au mois de juillet 2023 (contre une cible de 3-6% fixée par la Banque centrale). Le chômage se maintient en revanche à des niveaux très élevés (25%). La situation budgétaire s'est considérablement améliorée au cours des derniers exercices : l'équilibre budgétaire a ainsi été atteint sur l'exercice 2022/23 (contre un déficit de 10% en 2020/21) ; un déficit devrait toutefois être enregistré sur l'exercice 2023/24, en raison d'une forte politique d'investissements menée par le gouvernement. L'endettement reste particulièrement maîtrisé (21% du PIB fin-2022). Les réserves de devises ont toutefois considérablement chuté au cours des trois dernières années, même si leur niveau reste satisfaisant (5,8 mois d'importations fin 2022 contre 9,8 en 2019). Pour 2023, le FMI table sur un ralentissement de la croissance à 3,8%, en lien avec une baisse de la production et des cours du

diamant et un environnement extérieur défavorable (faible croissance sud-africaine et un dynamisme mondial mesuré). Au regard de ces perspectives, le Fonds insiste sur la nécessité i) de poursuivre la consolidation fiscale afin de rebâtir un niveau de réserves de devises et une politique fiscale durable; (ii) d'établir des règles pour contrôler les dépenses publiques; (iii) et de promouvoir la diversification de l'économie et le développement du secteur privé *via* des réformes structurelles (réforme des entreprises publiques, amélioration de l'environnement des affaires, facilitation du commerce, accélération de la numérisation, etc.).

Malawi

La Banque centrale publie sa revue trimestrielle (*Reserve bank of Malawi*)

Le 6 septembre, la Banque centrale du Malawi a publié son rapport économique et financier trimestriel pour le deuxième trimestre 2023. Au cours de cette période, la majorité des indicateurs macroéconomiques se sont dégradés. L'inflation a atteint en moyenne 28,4%, contre 26,5% au trimestre précédent, portée par la hausse du prix des produits alimentaires (+38%). Alors qu'elle suit une trajectoire descendante dans les autres économies de la région, cette progression a motivé la Banque centrale à augmenter son taux directeur à 24%, lors de son comité de politique monétaire du 28 juillet 2023 (soit +6 points depuis le 1^{er} janvier 2023). En parallèle, le Kwacha s'est déprécié face au dollar de 2,4%, s'échangeant à 1059 KMZ contre 1 USD à la fin du trimestre. Cette dépréciation a favorisé le creusement du déficit de la balance commerciale (272 MUSD contre 252 M USD un an plus tôt). Cette dégradation s'explique par une baisse plus importante des exportations (-17% à 140MUSD) que des importations (-2% à 412 MUSD), portées par la hausse des importations de carburant (+80% environ à 119 MUSD). On peut toutefois noter des perspectives de croissance favorables pour 2023 (+1,9% selon la Banque centrale contre +1,1% en 2022), en dépit

de phénomènes météorologiques défavorables (cyclone Freddy, qui a largement affecté les secteurs agricole, de l'immobilier et du commerce). La croissance devrait être portée par les secteurs manufacturier (+1% contre -1,9% en 2022), de l'électricité, de l'eau et du gaz (+5,1% contre -2,8%) et du commerce de détail (+0,6% contre -2,1%). A noter également l'augmentation des réserves du pays au deuxième trimestre, à 307MUSD (soit 1,2 mois de couverture d'importations) contre 215 MUSD (0,9 mois) à la fin du premier trimestre.

Mozambique

Le gouvernement publie son rapport sur les risques budgétaires (*Ministère des Finances*)

Le gouvernement mozambicain a publié le 4 septembre dernier son rapport sur les risques budgétaires pour l'année 2024. Les hypothèses macroéconomiques pour l'année 2024 reposent sur une prévision de croissance réelle de 5,5% (7% en 2023) et un taux d'inflation moyen annuel de 7,0% (10,3% en 2023), en ligne avec les dernières prévisions du FMI. En 2024, la croissance économique proviendrait essentiellement de quatre facteurs : l'augmentation de la capacité de production de Gaz Naturel Liquéfié du projet Coral South (ENI-Exxon Mobil); le maintien des aides directes au budget de l'Etat par les bailleurs ; la reprise de l'activité économique post covid-19 ; et le redémarrage du projet de GNL Golfinho-Atun bloc 1 par Total Energies. En outre, le rapport indique que la dette publique - y compris les dettes des entreprises publiques - serait passée de 109 % du PIB en 2021 à 82 % en 2022, en raison de la régularisation comptable des prises de participations de l'entreprise publique ENH (Empresa Nacional de Hydrocarbonetos) dans les SPV (Special Purpose Vehicle) en charge des concessions des blocs gaziers 1 (opéré par Total Energies) et 4 (opéré par ENI). Le gouvernement révisé ainsi la dette des entreprises publiques à 4% du PIB (contre 22% précédemment).

Zambie

L'inflation atteint son niveau le plus haut en seize mois (Zamstats)

Selon l'agence nationale de statistiques (*ZamStats*), l'inflation sur un an a atteint 10,8% au mois d'août en glissement annuel, après 10,3% au mois de juillet. Il s'agit de son niveau le plus élevé en seize mois. Si la Banque centrale zambienne, qui anticipe une inflation de 10,2% sur l'année, vient d'acter une hausse de son taux directeur à 10% (+0,5 point), l'indice des prix à la consommation pourrait toutefois continuer sa progression au cours des prochains mois, sous l'effet notamment de l'augmentation du prix réglementaire des carburants (+3,85 ZMW pour le pétrole et 3,52 ZMW pour le diesel au 1^{er} septembre). La progression des prix du mois d'août a été principalement portée par les produits alimentaires (+12,6%, contre 12,1% en juillet) et les transports (13,3%, contre 10,6%).

Zimbabwe

La Banque centrale communique sur une baisse de l'inflation (Reserve Bank of Zimbabwe)

Selon la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe - RBZ*), le taux d'inflation sur un an aurait atteint 77,2% au mois d'août, contre 101,3% en juillet. Il s'agirait du second mois consécutif de décrue de l'indicateur, après un pic de 175,8% au mois de juin. En glissement mensuel, les prix auraient ainsi diminué de respectivement 15,3% et 6,2% en juillet / août, sous l'effet de mesures mises en place fin mai / début juin : hausse du taux directeur de la Banque centrale à 150, réforme du système d'enchères de devises, obligation de paiement des impôts en monnaie nationale, etc. Ces chiffres doivent néanmoins être pris avec précaution, dans le contexte de l'élection présidentielle qui s'est tenue le 23 août dernier, et qui a vu la réélection du Président Mnangagwa. Pour rappel, l'institution communique désormais

uniquement sur un taux d'inflation combiné (*blended inflation*), calculé sur la base d'un panier de prix en USD et ZWL, et dont la formule de calcul n'est pas connue. En parallèle, la Confédération des industries zimbabwéenne a publié un rapport sur l'inflation en monnaie locale (*Zimdollar*). L'association, qui a développé son propre modèle de calcul, l'estime à 295% en glissement annuel en juillet (contre 360% au mois de juin).

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

| | Taux de change au | Evolution des taux de change USD (%) | | | |
|-----------------------|-------------------|--------------------------------------|------------|----------|-----------------------------------|
| | 07/09/2023 | Sur 1 semaine | Sur 1 mois | Sur 1 an | Depuis le 1 ^{er} janvier |
| Afrique du Sud | 19,19 ZAR | -2,1% | -3,1% | -9,7% | -11,4% |
| Angola | 825,2 AOA | 0,0% | 0,0% | -48,6% | -39,0% |
| Botswana | 13,5 BWP | -1,4% | -2,0% | -5,3% | -6,5% |
| Mozambique | 63,2 MZN | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Zambia | 20,5 ZMW | -2,4% | -5,5% | -24,7% | -12,1% |

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Marie DESJEUX et Léopold VINOT
Revu par Pierre FINOT, Claire JOLLY et
Thibault DORNON

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)